

CONTACT



Bulletin de la Nouvelle Société Helvétique Mitteilungen der Neuen Helvetischen Gesellschaft

Chers membres de la NSH

Le principal point à l'ordre du jour de notre Assemblée des délégués du 12 mai dernier, à Aarau, était la question de savoir si la NSH doit continuer sur la voie solitaire d'une association indépendante, à côté d'autres semblables, ou si elle doit fusionner avec les Rencontres Suisses-Treffpunkt Schweiz. Il ne s'agissait pas encore de trancher la question définitivement, mais de décider de la poursuite ou non de la procédure de fusion engagée; là-dessus, les délégués NSH se sont très clairement exprimés en faveur de la poursuite des négociations. Ce qui m'a le plus impressionnée, ce ne sont pas tant les votes de résignation, «car c'est la seule solution qui nous reste», mais ceux qui en appelaient avec enthousiasme à un nouveau départ, à un nouvel élan sur la base de contenus et d'efforts renouvelés.

Le choix d'un nom pour la nouvelle organisation a aussi constitué un thème important de la discussion. Deux camps se sont affrontés: ceux qui veulent manifester ce renouveau à travers un nouveau nom et ceux qui, en raison du prestige et de la notoriété du nom de NSH, ne veulent pas renoncer à celui-ci, ou, en termes plus modernes, qui craignent d'abandonner une «marque» bien introduite. Le Comité central reprendra la discussion à ce sujet lors de sa prochaine séance et fera une proposition. Notre membre de Genève, Corinne de Tscherner, fait son propre propos à la page suivante.

A l'heure actuelle, différents groupes de travail mixtes NSH/RS-TS cherchent à résoudre certains problèmes qui touchent à la nouvelle organisation, notamment à ses finances, à son futur secrétariat, à la communication à l'interne et vers l'extérieur.

Liebe NHG-Mitglieder

Haupttraktandum unserer Delegiertenversammlung vom 12. Mai in Aarau war die Frage, ob die NHG weiterhin als selbständige Organisation neben andern ähnlichen Organisationen bestehen bleiben oder ob sie sich mit Rencontres Suisses-Treffpunkt Schweiz zusammenschliessen soll. Allerdings stand noch nicht der endgültige Entscheid an, sondern nur die Frage des Weitergehens auf dem eingeschlagenen Fusionsweg – und dafür haben sich die NHG-Delegierten sehr eindeutig entschieden. Für mich am eindrücklichsten waren diejenigen Voten, welche sich nicht einfach für die Fusion aussprachen «weil uns nichts anderes übrig bleibt», sondern die in begeisternder Art für Aufbruch, für einen neuen Anlauf und zu neuen Inhalten und Anstrengungen aufriefen.

Ein wichtiges Thema war auch an der Delegiertenversammlung die Frage des Namens einer neuen Organisation. Dabei standen sich zwei Lager gegenüber: hier diejenigen, die diesen neuen Anfang auch mit einem neuen Namen dokumentieren wollten, und da jene, denen der Name Neue Helvetische Gesellschaft zu wertvoll und zu bekannt ist, um ihn aufzugeben – oder um es moderner zu sagen: die davor warnten, eine gut eingeführte «Marke» fallen zu lassen. Der Zentralvorstand wird an seiner nächsten Sitzung noch einmal über diese Frage diskutieren und dann Antrag stellen. Auf der folgenden Seite finden Sie einen persönlichen Vorschlag unseres Genfer Mitglieds Corinne de Tscherner.

Gemischte Arbeitsgruppen aus NHG- und RS-TS-Mitgliedern arbeiten gegenwärtig an weiteren Fragen insbesondere der Finanzen, des künftigen Sekretariats und der internen und ex-

Lors d'une Assemblée des délégués extraordinaire, le 21 septembre à 16h.30, à Berne, sera prise la décision finale de la NSH quant à sa fusion avec les RS-TS. J'aimerais vous inviter très cordialement à participer à cette assemblée et, si telle est votre intention, vous prier de vous mettre en contact avec votre président ou présidente de Groupe.

Si la fusion est acceptée tant du côté NSH que du côté RS-TS, nous nous réunirons le 18 novembre, vers 10h30, au restaurant «Zum Aeusseren Stand», dans l'ancienne salle de réunion de la Diète, à Berne, pour l'Assemblée constituante de la nouvelle organisation. Le journaliste bien connu de vous tous, Roger de Weck, a déjà accepté de prononcer, à cette occasion, l'allocution de circonstance.

Par ailleurs, je vous renvoie aux comptes rendus de Corinne de Tschanner et de Roberto Bernhard sur notre colloque à Aarau; celui-ci, inscrit dans une série de manifestations sur le thème de la «Position de la Suisse en Europe», a permis de développer des réflexions très intéressantes et originales sur le thème du fédéralisme. Le groupe organisateur de cette série de conférences, sous la direction du Forum Helveticum (présidé par l'ancien Conseiller fédéral Arnold Koller), se réjouirait de vous voir participer à l'une ou l'autre manifestation subséquente (comme vous y serez personnellement invités).

Dans la même enveloppe vous trouvez le rapport sur notre colloque 2005 à Prangins, y compris le rapport final du groupe de travail. J'espère bien que ce rapport va intéresser des milieux politiques et va donner des impulsions.

Dori Schaer-Born
Présidente centrale de la NSH

ternen Kommunikation der künftigen Organisation.

An einer ausserordentlichen Delegiertenversammlung am 21. September um 16.30 Uhr in Bern werden wir endgültig über die Fusion mit RS-TS entscheiden. Ich möchte Sie zu dieser DV ganz herzlich einladen und Sie bitten, sich für die Teilnahme mit dem Präsidenten/der Präsidentin Ihrer Gruppe in Verbindung zu setzen.

Sollten sich sowohl die NHG- wie die RS-TS-Mitglieder für eine Fusion entscheiden, werden wir uns am 18. November um ca. 10.30 Uhr im ehemaligen Tagsatzungssaal im Restaurant zum Äusseren Stand in Bern zur Gründungsversammlung der neuen Organisation treffen. Für diesen Fall hat der Ihnen allen bekannte Journalist Roger de Weck bereits zugesagt, das «Fest-Referat» zu halten.

Wie Sie den Beiträgen von Corinne de Tschanner und Roberto Bernhard entnehmen können, war unser Kolloquium in Aarau, das im Rahmen einer ganzen Veranstaltungsreihe zur «Stellung der Schweiz in Europa» stattfand, sehr interessant und brachte auch neue Erkenntnisse zum Thema des Föderalismus. Es würde die organisierende Gruppe unter der Leitung des Forum Helveticum (aBR Arnold Koller) sehr freuen, wenn Sie die eine oder andere der Folgeveranstaltungen besuchen würden (Einladungen dazu erhalten Sie persönlich).

Im gleichen Versand finden Sie den Bericht über unser Kolloquium 2005 in Prangins inkl. dem Schlussbericht der damals eingesetzten Arbeitsgruppe. Ich hoffe, dass dieser Bericht vor allem in politischen Kreisen Interesse findet und Anstösse gibt.

Dori Schaer-Born
Zentralpräsidentin NHG

Et si la NSH changeait de nom ... ?

S'il fallait abandonner le nom de NSH pour cause de fusion, je ne serais pas la dernière à en ressentir de la peine: c'est un nom que je connais depuis mon enfance – mon père en était membre – et qui fait donc aussi partie de mon histoire personnelle, de mon patrimoine. A l'image d'un habit qu'on a beaucoup porté et avec plaisir parce que confortable et seyant, m'en séparer serait affectivement difficile.

Mais, comme un habit qui a bien servi, un nom peut s'user et perdre de son impact, voire de sa perti-

nence, sans même que l'on s'en aperçoive: il parle aux aînés qui l'ont apprécié dans telles circonstances; il est quelconque et insignifiant (au sens étymologique du mot) pour les plus jeunes. Demandons autour de nous, à nos enfants et petits-enfants ce que leur suggère le nom «NSH»!

Changer de nom est une démarche grave, mais pas nouvelle dans l'histoire de notre association; nos prédécesseurs ont même fait «pire»: dans leur sagesse et avec courage, ils ont sabordé la Société Helvé-

tique, en 1856, estimant qu'elle avait rempli son rôle, fait son temps. La Nouvelle Société Helvétique a donc pu surgir de ses cendres, pleine d'un élan neuf et sous la pression de circonstances historiques différentes, qui ont dicté le nouveau souci: la cohésion nationale.

Certes, on ne peut prétendre que ce souci est périmé; il demeure, confronté à d'autres défis suite à l'évolution socio-politique de notre pays: ce n'est plus face à un ennemi extérieur qu'il faut sauvegarder la cohésion nationale, mais au sein même de notre société devenue plus hétérogène, plus ouverte sur le monde, d'une jeunesse moins consciente de ses racines et de son histoire.

Devant cette nouvelle tâche, on ose imaginer un nom nouveau, programmatique, qui relance l'activité de notre association, dynamise l'énergie de ses

membres autour d'un projet, dans le souvenir respectueux et reconnaissant de l'oeuvre des prédécesseurs. La fusion avec les Rencontres Suisses-Treffpunkt Schweiz, qui n'exclut pas, voire annonce, le rapprochement dans un avenir plus ou moins proche avec d'autres associations civiques, est un moment charnière, de renouveau qui s'accommoderait d'un changement de nom, sans rupture avec le passé. C'est dans cette optique que je propose:

RELAIS.CH

NSH/NHG – RS/TS

1761,1914 1945

*Corinne de Tscharnier
membre du Comité central*

Bref compte rendu du Colloque 2006 de la NSH, à Aarau, le 13 mai

Ce Colloque annuel, rendez-vous traditionnel pour la NSH, était inclus, cette année, dans une série de manifestations – dont il était la première – réunissant huit organisations dans une collaboration s'étendant sur plusieurs mois autour du thème de la place de la Suisse en Europe; la NSH a choisi de centrer sa réflexion sur «Quelles conséquences sur le fédéralisme suisse?».

Le Groupe d'Argovie, chargé de la logistique, a magnifiquement organisé les choses, accueillant, par beau temps, dans le bâtiment du Gouvernement cantonal, quelque 70 personnes (dont une dizaine membres d'associations amies).

Les cinq exposés, substantiels, du Professeur Dieter Freiburghaus (IDHEAP, Lausanne), du Ministre pour les affaires européennes du Land de Baden-Württemberg Willi Stächele, du Professeur Dusan Sidjanski (Université de Genève), du Conseiller d'Etat schwyzois Lorenz Bösch et du Professeur Regula Stämpfli (politologue, Bruxelles) feront l'objet d'une publication, à paraître en 2007, qui rassemblera l'ensemble des contributions de toutes les manifestations, ce qui me dispense d'en faire ici un résumé, même si l'écrit ne rendra pas la verve et le charme des orateurs. Les intéressés impatientes se reporteront à

l'excellent résumé qu'en donne M. Roberto Bernhard dans ce même numéro de Contact.

Présidée par Mme Schaer-Born, la manifestation a été honorée du salut des autorités argoviennes par les voix du maire d'Aarau, M. Marcel Guignard, et de celle du Président du Gouvernement cantonal, M. Kurt Wernli, et agrémentée de quelques interventions musicales du quatuor bernois «Altophonium».

La discussion qui a suivi les exposés a été nourrie et de haut niveau; à en retenir, le rôle qui se dessine pour la NSH – et les autres associations civiques: servir d'intermédiaire entre, d'une part, les autorités publiques et les partis, et, d'autre part, la population pour traduire en termes accessibles à chacun, objectifs et crédibles car non partisans, les réalités économiques, politiques, sociales, culturelles, etc. qui sous-tendent les décisions à prendre pour l'avenir du pays; cela, pour répondre à la perplexité d'un grand nombre de citoyens devant les questions de plus en plus techniques et complexes que soulèvent les campagnes avant votations et qui opposent, parfois sans nuance, des positions reflétant davantage des intérêts privés que le bien général du pays à long terme. Cette réflexion est la bienvenue au moment où la NSH s'interroge sur son avenir. *Corinne de Tscharnier*

Perspektiven für den schweizerischen Föderalismus

Unter diesem Titel hat die NHG in der von etlichen staatsbürgerlichen Organisationen durchgeführten Veranstaltungsreihe «Die Stellung der Schweiz in Europa» am 13. Mai 2006 in Aarau in Anwesenheit von rund 70 Personen das von ihr übernommene Tagungsthema behandelt.

Um das Ergebnis vorwegzunehmen: Ein Beitritt zur EU würde die föderative Struktur der Eidgenossenschaft nicht verunmöglichen. Natürlich müssten Befugnisse an übergeordnete Ebenen abgegeben werden. Kompetenzvereinbarungen zwischen den Entscheidungsebenen sind aber ohnehin am Platze. Der Umfang des vermittelten Stoffes erlaubt hier nur eine andeutende Zusammenfassung. Für Prof. Dieter Freiburghaus (Lausanne) ist «Reformunfähigkeit» des Schweizer Föderalismus nur eines der Hindernisse eines EU-Beitritts. Seit 1848 gewachsene überkantonale Aufgaben haben die kantonale Souveränität erodiert und zum Vollzugs-, ja Scheinföderalismus gewandelt. Dieser beruht u.a. auf bürgerfernen, undurchschaubaren Konkordaten, was sich z.T. Organisationsformen von vor 1798 nähert. Der Referent listete eine Reihe von Schwächen des Föderalismus auf, die er mit ironischer Schärfe mehr oder weniger vernichtend wertete. – Ob alle relevant seien und ob jede einzelne der auf ausschliesslich rationalen Motiven beruhenden Remedur-Andeutungen mehrheitsfähig sein könnten, entzog sich an einer auf die Stellung zur EU fokussierten Tagung der Diskussion.

Willi Stächele, Minister für europäische Angelegenheiten von Baden-Württemberg, machte klar, dass der Föderalismus trotz in der EU nicht stets vorhandenen Verständnisses durch einen Beitritt nicht untergehen muss. Der deutsche Bundesrat wacht darüber, und die Bundesländer sind in Brüssel präsent. Subsidiaritätsverletzungen durch EU und Bund müssen verhindert werden, indem dafür gesorgt wird, dass die Projekte früh vor die Länderparlamente gelangen. Auch bundesintern wird an einer Kompetenzebenen klärenden Föderalismus-Reform gearbeitet. Wo Kompetenzen nach oben (Bund, EU) abgetreten werden müssen, muss auf Länderebene Kompensation geschaffen werden. Was die Schweiz mit ihrem Föderalismus macht, interessiert auch Deutschland.

Laut Prof. Dusan Sidjansky (Genf) hat die EU eine föderalistische Berufung. Die EU-Organisation ist lückenhaft, aber stabiler als angenommen, organisatorisch-institutionell jedoch noch ausbaufähig. Wie in der Schweiz ist in der EU der Respekt vor den Minderheiten lebenswichtig. Den EU-Entscheiden gehen,

wie bei uns im Bunde, eingehende Konsultationen voraus. Gegenüber Weltmächten wie den USA und China muss die EU noch an Gewicht gewinnen, was mehr Auftreten mit einer einzigen Stimme bedingt. Die Schweiz muss sich jetzt schon gegenüber solchen Mächten an die EU «anklammern».

Regierungsrat Lorenz Bösch (Schwyz), Präsident der Konferenz der Kantonsregierungen (KdK), erläuterte das Bedürfnis, aus dem diese entstand: Die Aussenpolitik des Bundes berührt zunehmend die Kantone. Auch die bilateralen Abkommen mit der EU greifen intensiv in die Rechte der Kantone ein. Diese mussten sich organisieren, um ihre Interessen in Bern zu vertreten und genau zu studieren, was die Beziehungen zur EU bewirken und welche Strategie ihr gegenüber einzuschlagen sei. Die europäische Politik wird eben immer mehr zur Innenpolitik (so bei Steuern). Die Schweiz muss dies ohne Mitwirkungsrechte erfahren und kommt unter Druck. Auch über die Bilateralen stossen wir an Grenzen. Nachhaltige Rückwirkungen ergeben sich auf unsere unmittelbare Demokratie und die kantonalen Parlamente; auch deren Präsidenten treffen einander darum immer häufiger. Die KdK wird wegen der auf die Bürgerschaft durchgreifenden Wirkung des EU-Rechts und dessen Umsetzung ein immer bedeutsamerer Partner des Bundes. Ein EU-Beitritt ergäbe mehr direkt anzuwendendes Recht, aber auch gestaltende Mitwirkung. Die Wirkung des EU-Rechts auf den Föderalismus muss aufgezeigt werden, da dieser ein Grundpfeiler unserer Staatsstruktur ist.

Die in Brüssel und in der Schweiz tätige Politologin Dr. Regula Stämpfli brachte dann die Aussensicht einer auslandserfahrenen Schweizerin ein. Sie stellt ein Bedürfnis nach einer gewissen «Europäisierung» der Schweiz, aber auch der «Verschweizerung» Europas fest, wo aber die Schweiz dafür zu wenig präsent ist. Die EU hat eine Frieden und Wohlstand sichernde sowie im Osten demokratiefördernde Wirkung. Die davon profitierende Schweiz muss noch lernen, dass sie Solidarität zeigen muss und es etwas kostet. Umgekehrt benötigt die EU noch das in der Schweiz vorhandene Verstehen des Gedankens der Willensnation und der Konkordanz. Wir müssen zudem erkennen, dass rasende Veränderungen bei unveränderten Institutionen im Gang sind. Dies bewirkt «organisierte Unverantwortlichkeit». Die globalen Finanzmärkte können Imperien schaffen wie zum Einsturz bringen. Der Blick auf die Beschaffung kleiner Vorteile muss durch jenen aufs Ganze ersetzt werden.

Die Rolle der vier Transferfreiheiten wächst, ist aber ungleich umsetzbar; Transfer des Kapitals fällt leicht, jener der Waren ist schwieriger; jener der Dienstleistungen (wegen verschiedener Qualitäts-Anschauungen) ist mühsam, der der Personen besonders schwierig (Einbürgerungsprobleme). Doch die Schweiz hat noch immer die höchste Staatszufriedenheit. Diese sinkt aber. Wer die Vergangenheit nicht mehr kennt, irrt oft in der Gestaltung der Zukunft. Die auf Unterhaltung, Personalisierung und ein Gut-Böse-Schema fixierte, nur noch auf ökonomische Kriterien ausgerichtete Medienwelt wirkt undemokratisch, und der politische Nachwuchs bleibt aus. Lediglich unterhaltungsorientierte Politschau führt weder zu echter Politik noch vermag sie eine EU-Identität aufzubauen. Die von Prof. Freiburghaus verspottete Existenz von 26 kantonalen Amtsblättern ist dann sinnvoll, wenn sie Nähe und Vertrauen zum Staat schaffen. Den Föderalismus müssen wir beibehalten, trotz schwerer Durchsetzbarkeit von Reformen; denn er vermag die kritische Gegenöffentlichkeit zu den zentralen Abläufen hervorzubringen. Eine Teilnahme an EU-Entscheiden müsste die Logik der vier Freiheiten den zu weit von Brüssel entfernten Bürgern nahe bringen. Die politischen Institutionen der Schweiz sind kaum haltbar, wenn es nicht gelingt, den Zusammenhalt einer politisch bewussten Bürgerschaft aufrechtzuerhalten.

Schon in seiner Grussbotschaft hatte der Aargauer Landammann Kurt Wernli betont, die Diskussion über den für uns grundlegenden Föderalismus sei nach dessen Zweck zu richten. Das Wie der sachlich richtigen Ebene für Entscheidungen sei zu finden. Ein zweiter, fundamentaler Neuer Finanzausgleich sei nötig. Aus der von acht Personen benützten Diskussion ging dann ein Mehreres hervor: Die Europapolitik muss der Bevölkerung besser kommuniziert werden, «sonst geht nichts», und sollte weniger nur aufs Ökonomische, sondern z.B. auch aufs Kulturelle fokussiert sein. Die Medien-«Demokratie» und der in unserer Politik eingerissene ständige, polarisierende Wahlkampf verdrängen noch zu negativ besetzte Themen wie die Europapolitik. Die grenzüberschreitende Zusammenarbeit auch auf kantonaler Ebene bringt hingegen pragmatische, begreifbare Resultate. Wir gelangen unauffällig, praxisbezogen und unausformuliert in eine immer engere Verflechtung mit der EU. Falls es stimmen sollte, dass nur eine Krise uns zum

formellen Beitritt bewöge, könnte dies zu einem kopflosen, folgenschweren Schnellschuss ausarten. Selbst wo wir nur bilateral mitmachen, gibt es für die erlangten Vorteile Gegenforderungen, die uns zumindest zum Gespräch zwingen; doch Vorteile ohne Gegenleistungen sind nicht zu haben, was bei uns noch nicht überall begriffen ist.

Das Bewahren des für uns grundlegenden Föderalismus erfordert klare Kompetenzausscheidungen. In der Schweiz ist die Abneigung, aus dem Ständerat eine mandatierte Vertretung der Kantonsregierungen zu machen, Anlass, die KdK weiter zu entwickeln. Die vereinzelt beklagte Bremswirkung des Referendums gegen Neuerungen ist für Praktiker nicht tragisch, solange Initiativen, gegebenenfalls in mehreren Anläufen, Bewegung verschaffen.

Die EU selber leidet noch an einem Demokratie-defizit, an fehlenden Initiativmöglichkeiten «von unten» her. Ihre Mitglieder denken noch zu nationalistisch. Sie ist kein «EU-Volk» und ist zu wenig der Typ einer vorbestehenden Einheit, die einen Zusammenschluss mit Mehrheitsprinzip der Beschlüsse und eine klare föderalistische Strukturierung ermöglichen würde.

Zusammenfassend lässt sich der Eindruck der Tagung über die einleitenden, resümierenden Sätze zu Beginn dieser Berichterstattung hinaus so ergänzen: Offensichtlich gibt es in der Schweiz unterschiedliche Begriffe von Föderalismus. Eine rein «betriebswirtschaftliche» Auffassung stösst, weil für historisch und mentalitätsmässig Gewachsenes insensibel, an immanente Schranken der Umsetzbarkeit. Für einen Volksentscheid über den Beitritt zur EU wögen möglicherweise die Kompetenzverluste von Gemeinden, Kantonen und Bund an und für sich weniger schwer als die damit verbundenen Einbussen von direktdemokratischen Entscheidungsrechten der Bürgerschaft, welche diese vielfach in und auf die ihr am nächsten stehende Gebietskörperschaft bezogen ausüben möchte. Ein zweites Problem stellt die gering gewordene mediale Bereitschaft dar, Klärungen der einschlägigen Fragen (z.B. durch solche Tagungen) sachlich und breit gestreut der Bürgerschaft nahe zu bringen.

Roberto Bernhard

Le problème des langues en Suisse

Le Professeur Uli Windisch de l'Université de Genève, sociologue, membre du Comité du Groupe de Genève, nous a autorisés à reproduire des extraits d'une tribune libre, parue dans «Le Temps», le 24 mars dernier; nous le remercions vivement de la contribution qu'il apporte ainsi à un débat qui agite aussi la NSH. (C.d.T.)

... La Suisse plurilingue a un énorme retard dans l'enseignement approprié et efficace des langues étrangères par rapport à d'autres pays où l'on ne se pose pas toutes ces questions dépassées. On apprend deux, trois, quatre, cinq langues, et aucun pays ne s'est effondré à cause de ce multilinguisme très actif. La communication entre Européens a grandement progressé, plus qu'entre Alémaniques et Romands par exemple.

En Suisse, c'est le privé qui a initié les méthodes les plus performantes pour l'apprentissage des langues (après trois mois seulement d'études de l'allemand, des élèves francophones sont capables de présenter une petite pièce de théâtre en allemand). Ils ont appris cette langue en la pratiquant, en communiquant dans cette langue, en étudiant la géographie, l'histoire, etc. directement en allemand alors que dans l'enseignement public il existe encore une véritable haine du privé ...

Dans d'autres pays, on sait être souple, apprendre du privé, encourager ce dernier, promouvoir tout ce qui s'avère efficace. Et ce qui était corvée devient plaisir et enthousiasme. Cerise sur le gâteau: même les élèves en difficulté dans certaines branches obtiennent d'excellents résultats en communiquant dans la langue à apprendre.

Cela change quand même un peu! Quelques classes bilingues s'ouvrent ici ou là, après vingt ou trente ans de démonstration de l'efficacité des méthodes nouvelles. Surtout ne pas bousculer les enseignants! En Suisse «plurilingue», le principe devrait être: dans cinq ans, si un enseignant n'est pas capable d'enseigner dans deux langues, il n'aura plus accès à l'enseignement.

Autre grand obstacle: les préjugés sur les langues. En Suisse romande, l'image de l'allemand, et souvent des Alémaniques!, reste négative et pleine de préjugés et cela dure depuis des décennies. Nombreux sont les Romands qui se disent incapables de pratiquer l'allemand, même après des années «d'études» en la matière...

On ne peut apprendre efficacement une langue si l'on en a une image négative, bourrée de stéréotypes.

La Suisse n'éclatera pas si certains apprennent l'anglais avant une autre langue nationale. Et il est prouvé, de manière multiple, que l'apprentissage efficace et enthousiaste d'une langue facilite et donne envie d'en apprendre d'autres. Le forcing borné et la rigidité mentale et politique nous retarderont encore longtemps s'ils l'emportent.

L'argument de «la cohésion nationale en danger» constitue une autre hypocrisie. On devrait davantage parler de cohésion sociale: il y aura ceux qui savent vraiment l'anglais, appris dans le privé, et une autre langue nationale, et ceux qui ne savent ni l'une ni l'autre.

Menacer de faire intervenir la Confédération? Encore une attitude rétrograde et défensive. Le forcing sera simplement institutionnalisé et toujours contre-productif, et on continuera, comme par le passé, à dépenser beaucoup d'argent pour enseigner de manière peu efficace les langues.

Décidément! Comment secouer ce pays quand la vie a complètement changé de rythme, que la faculté d'adaptation devient une priorité et que des compétences sans cesse nouvelles sont exigées?

Ein wichtiger Entscheid

Die NHG freut sich über die Beschlüsse der Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrats zum Sprachen- und Verständigungsgesetz. Ganz besonders begrüßen wir die Tatsache, dass Artikel 15 Absatz 3 vorsieht, dass Bund und Kantone sich für einen Fremdsprachenunterricht einsetzen, der das Erlernen mindestens einer anderen Landes-

sprache vorsieht. Leider wird das Gesetz wahrscheinlich nicht wie geplant im September, während der Herbstsession in Flims, behandelt. Dies ist eine verpasste Chance: Es wäre von grosser symbolischer Bedeutung gewesen, ein solches Gesetz in einem dreisprachigen Kanton zu besprechen.

D.S.

Les citoyens à l'étranger dans la démocratie suisse

L'article de M. Philippe Lévy, membre à la fois du Comité central de la NSH et du Conseil des Suisses de l'étranger (l'équivalent d'un parlement) et de son comité arrive à point nommé, à savoir au moment où tant l'OSE (Organisation des Suisses de l'étranger, ASO en allemand) que la NSH se posent la question du maintien, entre elles deux, des liens formels que prévoient leurs statuts respectifs et qui se traduisent par l'échange de délégations dans leurs instances dirigeantes. Qu'on se rassure: quelle que soit la réponse, dans les textes, à cette question, la collaboration restera possible dans les faits, comme par le passé. (C.d.T.)

Les membres récents de la NSH ignorent probablement le lien qui unit la NSH et l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE). En fait, l'OSE est la «fille» de la NSH qui l'a créée en 1916 et lui a donné une forme juridique propre en tant que fondation en 1989. A ce moment-là, des liens institutionnels avait été établis entre la «mère» et la «fille», notamment sous la forme de représentations réciproques dans les organes des deux institutions. Le fait que l'on en parle peu est un bon signe.

Dans le passé, le monde politique suisse s'est relativement peu intéressé aux Suisses de l'étranger – même si la Présidence de l'OSE est régulièrement assumée par des parlementaires anciens ou en exercice. Certains partis représentés au Conseil fédéral ont créé des sections de Suisses de l'étranger. De son côté, l'OSE intervient régulièrement lorsque les débats aux Chambres fédérales ont trait à des affaires touchant de loin ou de près les Suisses de l'étranger.

Mais l'intérêt de la classe politique s'est développé après l'introduction du vote par correspondance pour les Suisses de l'étranger. Aujourd'hui, des quelque 600'000 Suisses et Suissesses vivant à l'étranger, près de 500'000 sont majeurs et 105'000 (21,69%) ont demandé à pouvoir bénéficier du droit de vote lors d'élections et votations aux 3 niveaux – un chiffre trois fois plus élevé que celui pronostiqué par le Conseil fédéral lors de l'introduction de ce droit en 1992.

Ce n'est donc pas un hasard si le Conseil des Suisses de l'étranger a tenu une séance extraordinaire le 1er avril dernier et cela dans la salle du Conseil national. C'est la Conseillère nationale Thérèse Meyer-Kaelin, présidente de l'Intergroupe parlementaire des Suisses de l'étranger (créé en 2004 et qui compte 85 parlementaires), qui a prononcé l'allocution principale. Après un exposé du Directeur de l'Institut gfs.berne sur le comportement électoral et l'influence de l'électorat suisse de l'étranger, des représentants des quatre partis gouvernementaux se sont exprimés sur la participation politique des citoyens

vivant à l'étranger, ses priorités et perspectives. Un débat avec les membres du Conseil des Suisses de l'étranger a clos cette séance.

A 18 mois des élections fédérales, il n'était pas étonnant que les représentants des partis présents en aient profité pour «battre le tambour» auprès des Suisses de l'étranger, qualifiant ceux-ci comme un facteur politique important en Suisse. Parmi les questions concrètes mentionnées figuraient l'introduction du vote électronique (prévu pour 2010), le maintien de swissinfo et la réduction en cours du dispositif consulaire stigmatisée par les membres du Conseil des Suisses de l'étranger.

Ce lien avec la patrie est important, surtout pour les Suisses nés à l'étranger et les doubles-nationaux (71% des Suisses de l'étranger). Dans ce contexte, l'ASO joue un rôle essentiel comme organe d'information et de communication – les Chambres fédérales ne comptent pour l'instant aucun membre vivant hors des frontières nationales. Le nombre de Suisses de l'étranger en mesure d'exercer leur droit de vote équivaut à celui des citoyens suisses vivant dans le canton de Neuchâtel. D'une manière générale, leur taux de participation aux votes est supérieur à celui des Suisses de l'intérieur. A Genève, 5,9% des votants résident à l'étranger (BS 4,5%, Jura, Tessin et Neuchâtel 3%).

Il est essentiel que la voix des Suisses de l'étranger soit entendue à l'intérieur du pays. Il est symptomatique que les Suisses de l'étranger se distinguent de leurs concitoyens vivant en Suisse par une attitude plus ouverte par rapport à l'Union européenne, vis-à-vis des réformes visant à renforcer l'économie et un esprit solidaire – comme le démontre l'étude présentée à Berne le 1er avril. Il est donc essentiel que la «5e Suisse» soit à l'avenir encore plus partie prenante de la vie politique suisse.

*Philippe Lévy
Membre du Comité central de la NSH, du Comité de l'ASO et du Conseil des Suisses de l'étranger*

Aus den Gruppen

Anstelle von Basel – in Absprache der beiden Gruppen – stellt sich heute die Gruppe Bern vor. Basel folgt.

Veranstaltungsreihe der Gruppe Bern 2005–2006

Stadt und Land – der neue Röstigraben?

Die NHG verfolgt bekanntlich das Ziel, den Dialog in der Schweiz zu fördern, um damit letztlich den Zusammenhalt der schweizerischen Nation zu fördern. Neben dem Sprachgraben, der Kluft zwischen Parteien, dem Generationenkonflikt oder den Differenzen zwischen arm und reich rückt zunehmend die unterschiedliche Entwicklung zwischen ländlichem Raum und städtischer Agglomeration in den Blickpunkt. Wichtige Weichen für das Verhältnis zwischen Stadt und Land werden zurzeit gestellt.

Die NHG Bern widmete daher ihre Veranstaltungsreihe 2005/2006 dem Problembereich «Stadt/Land». Im folgenden Text wird versucht, die anregenden Referate und Diskussionen in kürzester Form und trotzdem verständlich wiederzugeben.

1. Welche Perspektive bleibt dem ländlichen Raum?

Die unterschiedliche Entwicklung

der Wirtschaftsstruktur von Stadt und Land

Stadt und Land verfügen über unterschiedliche Wirtschaftsstrukturen und haben sich dementsprechend verschieden entwickelt. Während im urbanen Raum der Umbau zur Dienstleistungsgesellschaft weit fortgeschritten ist, verläuft der Strukturveränderungsprozess im ländlichen Raum weniger zielgerichtet, die Perspektiven sind offen.

Was ist «Stadt» und was ist «Land»?

Jeder Mensch hat seine eigenen Vorstellungen, klare Grenzen, eindeutige Zuordnungen gibt es auch nach wissenschaftlichen Kriterien nicht. Je nachdem, ob der Fokus auf die Geschichte, das Formale, die Funktion, den Verkehrsablauf oder die politischen Verhältnisse gerichtet wird, ergibt sich ein anderes Bild.

Analyse des Ist-Zustandes

Marco Rupp, Verkehrsexperte und Raumplaner, bewies, dass ein Stadt-Land-Gefälle schon immer bestanden hat, dass Abwanderung ein altes Thema ist, bereits vor über hundert Jahren die Leute vom Land in die Stadt zogen, und dass die fortschreitende Zersiedelung die Mutter vieler Probleme sei.

Die Bevölkerungsentwicklung verlief während vieler Jahrzehnte zugunsten der Städte, seit 20 bis 30 Jahren hat sich der Trend aber gekehrt. Logischerweise konzentrierte sich die Verkehrsentwicklung von Anfang an auf die Zentren. Erste Bahnen führten von Stadt zu Stadt. Die Staustrecken der Autobahnen sind heute auf den Stadtaufahrten zu finden. Die Pendlerströme belegen als Indikator die Trennung von Wohnen und Arbeit. Mobilität kümmert sich nicht um regionale Grenzen. Neu ist eine Gegenbewegung festzustellen: Arbeitsplätze entstehen jetzt in der Agglomeration.

Steuerfuss, Ausbildungsangebote und Verkehr sind laut einer repräsentativen Umfrage massgebend für die Beurteilung der Standortqualität. Für die Volkswirtschaft entscheidend sind aber Wertschöpfung und Wirtschaftskraft, und die liegt in den städtischen Zentren. Durch die öffentliche Hand findet eine Umverteilung der finanziellen Mittel von den Städten in die Landregionen statt.

Meinung des Referenten: Wir haben ein Problem vor allem mit dem Einsatz der beschränkten Mittel. Ein gewisser Abbau ist nötig. (Beispiel: die Reduktion der ehemals flächendeckenden Verteilung der Spitäler.)

Perspektiven für die Entwicklung im Kanton Bern

Albert Rösti, Generalsekretär der Volkswirtschaftsdirektion, stellte den druckfrischen Bericht des Regierungsrates «Strategie zur differenzierten Stärkung des ländlichen Raumes» vor:

Er legt dar, dass es falsch ist, von absoluten Zahlen pro Region auszugehen. Es gilt in jedem Fall, die Kosten pro Kopf zu berücksichtigen. Je nach Ausgabenbereich zeigt sich, dass die Regionen sehr unterschiedlich profitieren:

- Die Zentren sind die eigentlichen Wirtschaftsmotoren. Die Region Bern erarbeitet die Hälfte des kantonalen BIP. Die Wirtschaftskraft der Zentren spiegelt sich auch in den Steuererträgen.
- Absolut gesehen bleibt der grösste Teil der Mittel in den Zentren. Gemessen an der regionalen Wirtschaftskraft investiert der Kanton Bern aber überdurchschnittlich viel Geld in die ländlichen Regionen.

- Der Kanton fördert regionale Wachstumspotentiale durch den gezielten Einsatz in die Sektoren Land- und Forstwirtschaft, Bildung, Gesundheit, Verkehr und Infrastruktur.
- Der verkehrsmässig optimalen Anbindung der Regionen an die Hauptachsen muss besondere Beachtung geschenkt werden. Die Verbesserung der Verkehrsinfrastruktur und des Bildungsangebotes entlang der Achsen Bern-Burgdorf-Langenthal und Thun-Bern-Biel ist auch Voraussetzung für die Nutzung der Potenziale im ländlichen Raum.

Gegenbewegung

Anfang 2005 wurde eine Initiative mit dem Titel «Pro Region – gleiche Chancen für alle Regionen im Kanton» eingereicht. Dieses Volksbegehren verlangt einen ganz anderen Umgang mit den ländlichen Regionen, es legt Gewicht auf Strukturhaltung und dezentrale Dienstleitungen. Die Regierung lehnt das Begehren ab.

2. Wie viel Disparität erträgt die Schweiz?

Finanzströme zwischen Stadt und Land

Stadt und Land haben unterschiedlichen Erfolg. Das Dienstleistungsniveau in der Stadt ist deutlich höher, dadurch wachsen auch die Zentrumslasten. Andererseits ist die finanzielle Leistungsfähigkeit in der Stadt bedeutend besser als auf dem Land. Diese Ausgangslage hat dazu geführt, dass bedeutende Finanzströme aus den Wirtschaftszentren in die Peripherie fliessen. Trotzdem ersticken einzelne Zentren an ihren Lasten, und Randregionen verarmen. Zur Entschärfung wurden in Bund und Kanton neue Finanzausgleichssysteme geschaffen. Unzufrieden mit ihrer Lage sind alle: reiche Städte (Zug), da sie zahlen müssen, arme Städte (Bern), da sie zu viel leisten müssen, strukturschwache Landregionen (Oberhasli), da sie zu wenig bekommen.

Die Alpen und der Rest der Schweiz – wer zahlt, wer profitiert?

Felix Walter vom Büro Ecoplan stellte als Mitverfasser und Initiator die Ergebnisse vor aus ALPAYS «Alpine Landscapes: Payments and Spillovers», einem Projekt im Rahmen des Nationalen Forschungsprogrammes NFP 48 «Landschaften und Lebensräume der Alpen».

Die Studie untersucht und vergleicht die Finanzströme in der Schweiz, die zwischen Alpenraum (65% Fläche, 20% Bevölkerung, 19% Beschäftigte, 17% Volkseinkommen [VE]) und der übrigen Schweiz, dem «Mittelland», fliessen, welche Wirkungen sie haben, und stellt im dritten Teil Reformvorschläge zusammen, wie die Mittel effizienter und zielgerichteter eingesetzt werden könnten.

Volkseinkommen 2001

Die Differenz zwischen dem Pro-Kopf-Einkommen im Alpenraum (40'342 Fr.) und der übrigen Schweiz (48'637 Fr.) betrug 21%. Der Anteil aus dem Finanzausgleich und den Subventionen machte erstaunlich wenig aus: Alpenraum 10% des VE, übrige Schweiz 6%! Die erwirtschafteten Steuern brachten im Alpenraum 5% des VE (2046 Fr. pro Kopf) in der übrigen Schweiz 9% (4163 Fr.)

Als Sonderfaktoren wären zusätzlich zu berücksichtigen:

- Zentrumslasten (Stadt Bern pro Kopf netto 440 Fr.)
- Soziodemographisch bedingte Mehrausgaben (Städte)
- Geographisch-topographische Mehrausgaben (Alpenregion).

Subventionen ...

... scheinen, neben dem Finanzausgleich, die Antwort zum Ausgleich von Disparitäten. Sie haben aber oft negative Nebenwirkungen. Es gilt, das Gleichgewicht zwischen «schützen» und «nützen» zu finden. Bedingungen dafür sind: Transparenz, systematische Evaluation, die direkte Bindung an effektive Leistungen, eine geschickte Wahl der Bemessungsgrundlage, anstatt vieler einzelner Subventionen ein Gesamtkonzept.

Ein Ergebnis der heute kaum mehr überblickbaren Subventionsströme, -flüsse und -rinnale sind die Quersubventionen. Bewohner/innen der «übrigen Schweiz» bezahlen über einheitliche Tarife z.B. für Elektrizität, Postleistungen, Telekommunikation oder Verkehr die teurere und kompliziertere Versorgung im Alpenraum. Quersubventionen sind offiziell verpönt, aber verbreitet und geniessen eine hohe Akzeptanz. Sie führen zu mangelndem Kostenbewusstsein, sind ineffizient, verzerren Signale der Raumplanung (Zersiedelung!) und schwächen die Gebiete, die solche «Solidaritätszuschläge» bezahlen.

Sind erhöhte Subventionen im Alpenraum gerechtfertigt?

Die Ausgleichsbeiträge zugunsten des Alpenraums sind bedeutend, aber ebenso bedeutend sind die Wohlstandunterschiede, die trotz dieser Beiträge bestehen bleiben. Die Ausgleichsinstrumente sind in vielen Bereichen intransparent und ineffizient, sie setzen falsche Anreize und haben viele unerwünschte Nebenwirkungen. Die heute geltenden Ausgleichssysteme reduzieren die Disparität zwischen dem Alpenraum und der übrigen Schweiz von 31% auf 21%. Ob das zu wenig oder zu viel ist, ist eine ökonomische Frage, sie muss aber politisch entschieden werden.

Reformvorschläge

- Eine Grundsatzdebatte über folgende Kernfragen ist nötig:
- Was ist dem Mittelland die Solidarität mit dem Alpenraum wert?
- Welche Besiedlung im Alpenraum soll erhalten werden – und mit welchen ökologischen Randbedingungen und zu welchem Preis?
- Ist jeder «geordnete Rückzug» tabu?
- Wie können die Potenziale der Alpenkantone besser genutzt bzw. in Wert gesetzt werden (z.B. Landschaft, Holz, Wasser usw.)?
- Wie können raumwirksame Tätigkeiten des Bundes und der Kantone besser koordiniert werden?

Die andere Sicht – aus dem Berggebiet

Thomas Egger, Geschäftsführer der «Schweizerischen Arbeitsgemeinschaft für Berggebiete» SAB setzte die Schwerpunkte anders und verschob die Relationen zugunsten des Alpenraumes:

Er sieht zwei wichtige Gründe für Disparitäten zwischen den Berggebieten und der übrigen Schweiz:

- Branchenstruktur: Alle wertschöpfungsstarken Branchen konzentrieren sich im Mittelland. Forderung: Die Politik soll eine bessere Verteilung beeinflussen.
- Strukturwandel: Die Anzahl der Landwirtschaftsbetriebe im Berggebiet wird sich von 1990 bis 2010 halbieren und ein Viertel der Hotel- und Gastwirtschaftsbetriebe verschwinden. Forderung: besserer Lastenausgleich, Stärkung der regionalen Potenziale, sektorielle Innovationen.

Grosse Hoffnungen setzt er in die Reformen, die beim Bund in der Pipeline stecken:

- der neue Finanzausgleich NFA, der neben den topographischen Lasten der Berggebiete mit einem «Infrastrukturfonds» auch die Zentrumslasten der Städte ausgleichen soll;
- die neue Regionalpolitik NRP mit dem Ziel, Innovation, Wertschöpfung und Wettbewerbsfähigkeit in den Regionen zu stärken.

Sorgen machen der SAB die geplante «Grundversorgungs-Politik», die sich im Bericht des Bundesrates abzeichnet (z.B. die Privatisierung der Swisscom, ein Abbau des Service public bei der Post usw.)

3. Arme Städte, glückliches Land?

Die unterschiedliche soziale Entwicklung von Stadt und Land

Viele soziale Probleme treten vor allem in den städtische Agglomerationen offen zutage. Die Städte beklagen sich, zu A-Städten (Arme, Alte, Ausländer/

innen) zu werden, Integrationsarbeit in vielerlei Hinsicht werde an sie delegiert.

Standortbestimmung aus der Sicht einer ländlichen Gemeinde

Barbara Kehrl, Gemeindepräsidentin der Gemeinde Gadmen (Oberhasli), eröffnete den Abend mit ihrer Analyse:

Vorteile des Lebens auf dem Land:

- kleine übersichtliche Strukturen
- funktionierende soziale Kontrolle
- klar definierte Verantwortlichkeiten
- Die jungen Leute werden ernst genommen, dies gibt ihnen ein gutes Selbstwertgefühl, eine gute «Bodenhaftung»

Probleme:

- Abwanderung
- Arbeitsstellenabbau
- Schliessung von öffentlichen Einrichtungen (Schulen, Spitälern)

Das Land könnte Projekte übernehmen, von denen die Stadt profitieren wird

Frau Kehrl erwartet von der Stadt, dass Stadt und Land nicht gegeneinander ausgespielt, sondern dass Probleme gemeinsam angegangen werden. Sie verweist auf das Projekt «Qualifutura», das die Gemeinde Gadmen mit jungen arbeitslosen Leuten aus der Stadt in einem Hotel- und Restaurantbetrieb durchführt. Dort können sie während eines Jahres eine Sozialstruktur erlernen und ihre Fähigkeiten entdecken.

Standortbestimmung aus städtischer Sicht ...

... durch Michael Hohn, Leiter der Sozialdienste der Stadt Bern:

- Es ist eine Tatsache, dass grosse Städte mit Zentrumsfunktionen im Sozialbereich Probleme haben.
- Die gewachsenen Strukturen (Familie, Nachbarschaft, Quartier) fallen auseinander, das fördert Probleme wie Alkoholismus und Drogenkonsum.
- Bern ist demographisch eine «A-Stadt» (Armut, Arbeitslosigkeit, Ausländer/innen).
- Die Sozialhilfequote (Anteil unterstützter Personen) liegt in der Stadt markant höher.
- Die Jugendarbeitslosigkeit ist zweimal so hoch wie die durchschnittliche Arbeitslosenquote. Dies ist eine gesellschaftspolitische Zeitbombe, die nur zusammen mit den Landregionen gelöst werden kann.
- Der Lastenausgleich ist ein geeignetes Instrument zum Ausgleich von Stadt und Land.

4. Rote Städte, bürgerliches Land?

Die unterschiedliche politische Entwicklung von Stadt und Land

Stadt und Land wählen nicht nur verschieden, sie stimmen auch unterschiedlich ab. So dürfte ein EU-Beitritt in den Städten mehrheitsfähig sein, auf dem Land nicht. Der EWR wurde gegen die Städte abgelehnt, hingegen wurden die Militärvorlagen, der UNO-Beitritt oder die Europaabstimmungen 2005 dank grossen Ja-Mehrheiten in den Agglomerationen angenommen. Die grossen Städte werden durch rotgrüne Mehrheiten regiert, das Land traditionell klar bürgerlich. Dadurch kann eine politische Entfremdung zwischen Stadt und Kanton entstehen.

195 Abstimmungen in 2900 Gemeinden ...

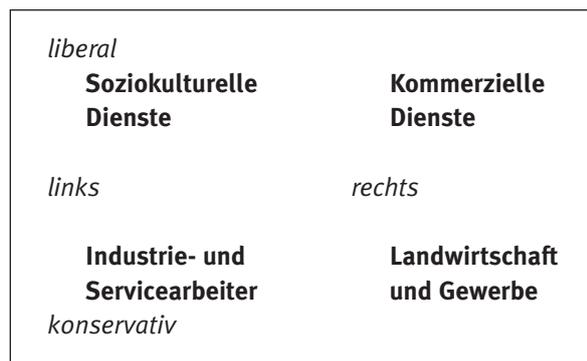
... zwischen 1982 und 2002 sind als Grundlagen für den «Atlas der politischen Landschaft der Schweiz» verarbeitet worden. Als Mitautor und im Projekt engagierter Sozialgeograf der Uni Zürich war Michael Hermann, der Hauptreferent dieses Abends prädestiniert, eine grundlegende Übersicht über politische Veränderungen in der Schweiz, insbesondere über Verschiebungen im Stadt-Land-Gefüge, vorzulegen.

Der Stadt-Land-Gegensatz ...

... lässt sich in einem Diagramm zwischen den vier Polen links/rechts sowie konservativ/liberal darstellen. Die Kernstädte, und damit auch die Stadt Bern, bewegten sich während der letzten zwei Jahrzehnte nach links und gegen den liberalen Pol hin, Stadt und Land haben sich deutlich voneinander entfernt. Gesamtschweizerisch zeigte sich bei ausserpolitischen Öffnungsvorlagen eine Dreiteilung in Kernstädte – Umland (Agglomeration im weiteren Sinne) – Land, die sich von links-liberal gegen rechts-konservativ erstreckt. Zudem besteht ein Links-rechts-Gefälle in der Schweiz von West nach Ost. Der berühmte «Röstigraben» ist in den letzten Jahren aber kleiner geworden, eher wäre von einem «Polentagraben» zu reden.

Soziale und ökonomische Basis

Auf der Basis der beruflichen Einordnung lässt sich vereinfacht folgendes Schema erstellen:



In allen Kantonen gibt es eine Bewegung nach oben rechts. Das schafft für die Lösung von politischen Problemen und Abstimmungen neue Mehrheiten (z.B. Fristenlösung).

Das frühere soziale Dreieck «Arbeiter – Bürger – Bauern» ist heute durch einen soziokulturellen Konflikt abgelöst worden:

- mitfühlende Kosmopoliten (urban, weltoffen, links-liberal) stehen gegen
- rechtschaffene Traditionalisten (ländlich, traditionell, national-konservativ).

Neue Konfliktachse der globalisierten Gesellschaft

Als neuer Gegensatz, der den Stadt-Land-Graben auflösen könnte, zeichnet sich folgende Achse ab:

- sozial Marginalisierte (links-konservativ): Sie stehen am untern Ende der sozialen Hierarchie. Es sind die Verlierer der Globalisierung. Sie wollen die Sicherung des Wohlfahrtsstaates und Schutz vor Immigration und Konkurrenzdruck.
- leistungsorientierte Modernisten (rechts-liberal): Sie stehen für Flexibilität und Leistungsbereitschaft und für eine «Fitnesskur» von Wirtschaft und Staat als Antwort auf die Globalisierung.

Konsequenzen für die Parteienlandschaft

Das alte Dreieck SP – FDP – SVP hat sich aufgelöst, der erstarkten SVP steht ein (noch) leeres Feld gegenüber, eine Art Vakuum, das die Grünen, Grünliberale, die städtische SP und auch christlich-soziale Frauen anzieht. Durch die Verschiebung der SP geht auch das Gegenüber der FDP verloren, und ihre Distanz zur SVP wird immer grösser. Der Referent: «Die FDP fällt in eine leere Mitte». Angaben über die Lage der CVP wurden keine vorgelegt.

Urs Graf

Literatur

- Helen Simmen, Michael Marti, Stephan Osterwald, Felix Walter: «Die Alpen und der Rest der Schweiz – wer zahlt, wer profitiert?» bei vdf Hochschulverlag, ETH Zentrum, 8092 Zürich
- Michael Herrmann, Corinna Heye, Heiri Lauthold 2205: «Soziokulturelle Unterschiede in der Schweiz: Vier Indizes zu räumlichen Disparitäten 1990–2000», herausgegeben vom Bundesamt für Statistik, Neuenburg
- «Atlas der politischen Landschaft der Schweiz» (auch als CD-Rom) beim Bundesamt für Statistik

1. August-Feier als Höhepunkt

«Die Ziele der NHG sind nach wie vor aktuell, vielleicht sogar mehr denn je», gab sich Matthias Wipf, Präsident der Neuen Helvetischen Gesellschaft (NHG) Schaffhausen, an der Generalversammlung vom vergangenen 18. Mai überzeugt. Die NHG befasse sich – politisch und konfessionell neutral – mit wichtigen Fragestellungen für unser Land und trage «als unabhängige Plattform» zur demokratischen Willensbildung bei.

Speziell in Erscheinung tritt die NHG Schaffhausen, nebst weiteren Referaten und Podiumsgesprächen, jeweils mit der Organisation der zentralen 1.-August-Feier auf dem Fronwagplatz mitten in der Stadt. Dieses Jahr, so konnte Matthias Wipf erfreut verkünden, wird Erwin Teufel, der ehemalige Ministerpräsident von Baden-Württemberg, als prominenter Festredner auftreten und «uns Schaffhausern freundschaftlich den Spiegel vorhalten». Vor der Festrede ist die Bevölkerung, wie jedes Jahr, zum gemütlichen «Bundeszsmorge», begleitet durch die Stadtharmonie, eingeladen.

Nach der Bestätigung der bisherigen Vorstandsmitglieder – neben dem Präsidenten sind dies Conny Herget, Raphaël Rohner, Philipp Maier, Beat Rechsteiner, Anita Schlagenhaut, Markus Hermanek und Florian Hotz – ernannte die Mitgliederversammlung neu auch Fabian Streule zum neuen Mitglied des Gremiums. Überdies wurden mit René Spengler und Simon Dejung zwei neue Revisoren gewählt, welche die bisherigen Werner Merk und Thomas Hurter ersetzen.

Vorgängig zur Generalversammlung kamen die Vereinsmitglieder wie gewohnt in den Genuss einer speziellen Besichtigung: diesmal beim gerade in Neuhausen gastierenden Circus Monti, dessen Direktor Johannes Muntwyler äusserst kurzweilig über sein Engagement berichtete. Die nächste Vereinsaktivität der NHG Schaffhausen führte Mitte Juni zum Schweizer Fernsehen, wo die Mitglieder durch TV-Mann Kurt Schaad empfangen wurden und anschliessend als Studiogäste der «Arena» beiwohnten. – Neumitglieder sind selbstverständlich jederzeit herzlich willkommen.

pd

«Staat im Wandel»

Die NHG Winterthur gibt im Herbst 2006 unter diesem Titel eine Publikation von ca. 150 Seiten heraus, in der 15 Autoren sich zum Erneuerungsbedarf (bisweilen auch zu dessen Grenzen) in der Rechtsstaatlichkeit, bei den Staatsstrukturen und den Minderheitenstatuten äussern. Zwei Aufsätze sondieren die jetzige Befindlichkeit der Schweiz.

Preis (ohne Porto) Fr. 25.–; Bestellungen an: Südostschweiz Buchvertrieb, Zwinglistr. 6, 8750 Glarus, Tel.: 055 645 28 70, Fax: 645 28 71, Mail: buchvertrieb@suedostschweiz.ch.

R.B.

Rubrique «Vous avez dit solidarité?»

L'événement était assez exceptionnel pour que chacun s'en souvienne encore aujourd'hui: le 22 juin de l'année dernière, les CFF connaissaient la panne de leur histoire, qui a affecté d'un coup tout leur réseau suisse avec, pour conséquence, l'immobilisation des trains, non seulement en gare, mais aussi en rase campagne, voire dans des tunnels. Rappelons-nous: c'était en pleine période caniculaire et, même à 18 heures, sans conditionnement d'air, sans électricité pour faire fonctionner les portes, la situation était ... chaude! Mais le plus désagréable pour les voyageurs laissés en rame (dont la soussignée, au sortir d'une séance de la NSH!) était l'impossibilité d'obtenir des CFF des informations sûres quant à la durée de la panne, ce qui a incité les voyageurs à imaginer des solutions de fortune: nuit à l'hôtel (quand il restait des chambres, ce qui n'était pas le cas à Berne ...), taxi collectif, autre service de transport public, etc.

C'est ainsi qu'un voyageur, arrêté à Saint-Prex (VD), a sollicité, avec d'autres personnes partageant son sort, les services d'un bus, opportunément stationné aux abords de la gare, offrant au chauffeur 50 frs par personne pour le trajet Saint-Prex – Genève (quelque 40 km). Or, non seulement ledit chauffeur s'est déclaré prêt à dépanner les passagers malheureux, mais il l'a fait en déclarant: «Je ne ferai cela que pour rendre service à ces gens, et je ne demanderai que 5 frs par personne.»

En moins d'une demi-heure, la petite quarantaine de personnes intéressées a gagné la gare de Genève dans un bus climatisé.

D'un incident contrariant, ce chauffeur complaisant a fait un souvenir lumineux par un geste de solidarité qui mérite d'être signalé. Merci au lecteur du journal *Le Temps* du 29 juin 2005, M. Mario Turchetti, qui l'a rapporté en signe de reconnaissance. *C. de T.*

Echos

- Nr. 18 des *Contact* wurde von der Kantonsschule Winterthur für ihre Sprachlehrer bestellt (ca. 20 Exemplare).
- Im Heft 2/2006 der «Schweizer Monatshefte» wird im Artikel «Solidarität und Ausgrenzung – die Ungarnhilfe der Schweiz 1956» erwähnt: ... «auf dem Berner Waisenhausplatz trat die Neue Helvetische Gesellschaft zusammen mit der «bernischen Jugend» auf, ...»
- Am 13. April 2005 in der «Maison latine», Bern, stellten die Autorin, Dr. Marie-Pierre Walliser-Klunge, der Übersetzer und Mitglied der NHG Graubünden, Dr. Guiu Sobiela-Caanitz, sowie Dori Schaar-Born, Zentralpräsidentin der NHG, das Buch «Allegra linguas!» vor. In der Diskussion wurde die Bedeutung der Mehrsprachigkeit hervorgehoben. Im Publikum sassen auch Vertreterinnen der «Amics catalans de Berna», die sich durch Spielgruppen um die Weitergabe des Katalanischen an die zweite Einwanderungsgeneration verdient gemacht haben.

Dank

Am 3. Februar 2006 hat die NHG zusammen mit andern Organisationen und mit Akademien die «Zweite Staatsbürgerliche Konferenz» unter dem Titel «Heraus aus den Blockaden!» im Berner Zentrum Paul Klee durchgeführt. Diese Veranstaltung wurde erfreulich gut besucht und hat nachträglich auch zu einigen Reaktionen in der Presse geführt.

Edmond Ermertz als geistiger Vater der Veranstaltung hat, soweit schriftlich vorliegend, die Referate und Diskussionsbeiträge gesammelt und aufgearbeitet und zusammen mit – auch kritischen – Reaktionen zu einem sehr interessanten und vielfältigen Bericht zusammengestellt. Economiesuisse hat sich freundlicherweise bereit erklärt, diesen Bericht drucken zu

lassen und die Kosten dafür zu übernehmen. Wir danken Edmond Ermertz sehr für seine Arbeit und economiesuisse für ihre Bereitschaft zur Kostenübernahme.

Der Bericht gibt ein eindrückliches Bild über die Frage, ob und warum sich die Schweiz selber blockiert und er birgt einen Schatz an sehr wertvollen Einsichten und Aussagen kompetenter Menschen aus Wissenschaft, Wirtschaft, Kunst und Politik.

Interessenten und Interessentinnen können ein Exemplar (gratis) bestellen bei Frau Christine Hadorn, Sekretariat NHG, Alpenstrasse 26, 3006 Bern, Tel.: 031 356 61 03, Fax: 031 356 61 01 oder Mail: nhg@aso.ch. *D.S.*

Calendrier des manifestations

Veranstaltungskalender

- **Dienstag, 01.08.2006**, 17.00h, Brühlberg (Waldhof), Winterthur, Vielfältiges Programm anlässlich der **Bundesfeier 2006**.
- **Samstag, 26.08.2006**, 13.00h, Archplatz, Winterthur. Nach einer Führung im Schloss Altenklingen findet um 17.00h im Schloss Klingenberg die **Hauptversammlung der NHG-Gruppe Winterthur** statt. Anschliessend gemeinsames Nachtessen.
- **Donnerstag, 31.08.2006**, 18:00h, Alte Kantonsschule, Aarau, Veranstaltungsreihe: «Leben in der Schweiz: Kulturkreise – Werte – Religionen»: Referat von Herrn Dr. theol. dipl. sc. pol. Stephan Wirz, Zentrum für Religionsforschung LU und Institut für Sozialethik ZH zum Thema: **«Corporate Social Responsibility – die Einbindung der Unternehmensführung in den anthropologisch-kulturellen Gesamtzusammenhang»**. Anmerkungen aus theologisch-ethischer Sicht. Diskussion nach dem Vortrag.
- **Mittwoch, 13.09.2006**, 18:00h, Alte Kantonsschule, Aarau, Veranstaltungsreihe: «Leben in der Schweiz: Kulturkreise – Werte – Religionen»: Referat von Herrn Dr. sc. tech. ETH Hamit Duran, Elektroingenieur und Sekretär des Verbandes Aargauer Muslime VAM zum Thema: **«Über Schweizer Moslems, ihren Glauben und moslemische Glaubensrichtungen»**. Diskussion nach dem Vortrag.
- **Mardi 19.09.2006**, 20:00 h, Pully, Centre Général Henri Guisan, M. O. Beaumont, président du conseil d'administration et directeur général de la société KBA-GIORI SA à Lausanne: **«Point de vue du directeur d'une entreprise romande sur la paix du travail»**.
- **Mercredi 4.10.2006**, 20:00 h, Pully, Centre Général Henri Guisan, M. Jean-François Cavin, directeur du Centre patronal vaudois et M. B. Jeandet, secrétaire central pour la Suisse romande du syndicat Unia: **«La paix du travail est-elle menacée?»**
- **Mittwoch, 18.10.2006**, 18:00h, Alte Kantonsschule, Aarau, Veranstaltungsreihe: «Leben in der Schweiz: Kulturkreise – Werte – Religionen»: Referat von Herrn Dr. Dr. h.c. Rolf Bloch, ehem. Präsident des Schweizerischen Israelitischen Gemeindebundes (SIG) zum Thema: **«Über Schweizer Juden, ihren Glauben, jüdische Glaubensrichtungen»**. Diskussion nach dem Vortrag.
- **Dienstag, 24.10.2006**, 20.00h, Restaurant Wartmann, Rudolfstr. 15, Winterthur, Die Referenten Herr Dr. Luzi Schucan, Berufsbildungsamt Kanton Zürich, und Herr Erich Wohlwend, Koordinationsstelle Arbeitsprojekte Winterthur, sprechen über: **«Jugendarbeitslosigkeit»**.
- **Sonntag, 29.10.2006**, 09.00h, KKL, Luzern, 11. Austragung des Europa Forum Luzern mit dem Gastland Deutschland vom 29.10. bis 31.10.2006 im KKL Luzern: **«Kooperation und Prosperität: Die Schweiz und Deutschland als Nachbarn im Lichte der Europäischen Integration»**. Weitere Infos unter: www.europa-forum-luzern.ch.
- **Mardi 7.11.2006**, 20:00 h, Pully, Centre Général Henri Guisan, M. Rolf Bloch, président du conseil d'administration de Chocolats Camille Bloch SA: **«La paix du travail en Suisse à la lumière de l'expérience du conflit social chez Swissmetal»**.
- **Dienstag, 14.11.2006**, 20.00h, Restaurant Wartmann, Rudolfstr. 15, Winterthur, Referent Mario Annoni, neuer Präsident der Pro Helvetia und alt Regierungsrat des Kantons Bern über: **«Was ist und was macht PRO HELVETIA»**.
- **Freitag, 01.12.2006**, 18:00h, Alte Kantonsschule, Aarau, Veranstaltungsreihe: «Leben in der Schweiz: Kulturkreise – Werte – Religionen»: Vortrag von Herrn Dr. h.c. Ruedi Reich, reformierter Pfarrer, Kirchenratspräsident Zürich zum Thema: **«Christliche Werte und das reformierte Christentum heute in der Schweiz»**. Diskussion nach dem Vortrag.
- **Freitag, 08.12.2006**, Winterthur, **«Klausabend»**, Ort und Zeit noch nicht bekannt. Führung durch die Uhrensammlung Kellenberger mit Brigitte Vinzens, Konservatorin. Anschliessend gemeinsames Nachtessen. Detailinformationen folgen.
- **Anfang 2007**, Aarau, Ort und Zeit noch nicht bekannt: Veranstaltungsreihe «Leben in der Schweiz: Kulturkreise – Werte – Religionen»: Referat von Herrn Prof. Dr. theol. Markus Ries, Rektor der Uni Luzern zum Thema: **«Christliche Werte und das katholische Christentum heute in der Schweiz»**. Diskussion nach dem Vortrag.
- **Anfang 2007**, Lenzburg, Ort und Zeit noch nicht bekannt: Besuch der Ausstellung Stapferhaus Lenzburg mit dem Thema: **«Glaubenssache»**. Siehe auch unter www.stapferhaus.ch.

Prière de réserver:

- Assemblée extraordinaire des délégués:
21 septembre 2006, 16.30h à Berne (Le lieu sera communiqué plus tard)
- Eventuellement assemblée de fondation de la nouvelle organisation:
18 octobre 2006, vers 10.30h à Berne au Rest. zum Äusseren Stand

Bitte reservieren:

- Ausserordentliche Delegiertenversammlung:
21. September 2006, 16.30, in Bern (Ort wird noch bekanntgegeben)
- Eventuell Gründungs-Delegiertenversammlung der neuen Organisation:
18. Oktober 2006, ca. 10.30, im Rest. zum Äusseren Stand in Bern

CONTACT no 21

Délai rédactionnel: 15 septembre 2006 Redaktionsschluss: 15. September 2006

Impressum

ISSN 1660 – 4296 / ISSN 0257 – 3830

Herausgeberin/Editrice: NHG/NSH

Redaktion deutsch:

Ruth Isler, Lindenstr. 122, 8307 Effretikon,

Tel. 052 343 29 31, Mail rislereffi@bluewin.ch

Rédaction française:

Corinne de Tschärner, 26, av. de Champel,

Genève, tél.: 022 830 25 30,

adresse électr. beco.tscharner@bluewin.ch

Adresse pour retours/Rücksendeadresse:

NHG/NSH, Alpenstrasse 26, Postfach, 3000 Bern 6